



Compagnie Financière Tradition

RAPPORT SEMESTRIEL

HALF-YEAR REPORT

2020

SOMMAIRE

CONTENTS

4 / 10

RAPPORT D'ACTIVITÉ

19 / 37

COMPTES CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES AU 30 JUIN 2020

19 / COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

20 / ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL
CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

21-22 / BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

23 / TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE

24 / TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE

25-37 / ANNEXE AUX COMPTES
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

11 / 17

OPERATING REVIEW

19 / 37

INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL
STATEMENTS AT 30 JUNE 2020

19 / INTERIM CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

20 / INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT
OF COMPREHENSIVE INCOME

21-22 / INTERIM CONSOLIDATED BALANCE SHEET

23 / INTERIM CONSOLIDATED
CASH FLOW STATEMENT

24 / INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT
OF CHANGES IN EQUITY

25-37 / NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED
FINANCIAL STATEMENTS

Présent dans 29 pays, Compagnie Financière Tradition SA figure parmi les leaders mondiaux du secteur des IDB (Inter Dealer Broker). Le Groupe fournit des services d'intermédiation sur une vaste gamme de produits financiers (marchés monétaires, marchés obligataires, produits dérivés de taux, de change et de crédit, actions, dérivés actions, marchés à terme de taux et sur indices) et non financiers (énergie, environnement, métaux précieux). L'action Compagnie Financière Tradition SA est cotée à la bourse suisse (CFT).

Compagnie Financière Tradition SA is one of the world's largest interdealer brokers (IDB) with a presence in 29 countries. The Group provides broking services for a complete range of financial products (money market products, bonds, interest rate, currency and credit derivatives, equities, equity derivatives, interest rate futures and index futures) and non-financial products (precious metals, and energy and environmental products). Compagnie Financière Tradition SA is listed on the SIX Swiss Exchange (CFT).

The English translation of the French text has been prepared for information purposes only. While we have made every effort to ensure a reliable translation, we make no representation that it is accurate or complete in any way. It is therefore not the intention of Compagnie Financière Tradition SA that it be relied upon in any material respect. The original French text is the only valid one.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

OPERATING REVIEW

RAPPORT D'ACTIVITÉ

L'activité du premier semestre 2020 s'est déroulée dans un contexte de crise sanitaire progressive découlant du COVID-19 engendrant une augmentation de la volatilité sur les marchés financiers, particulièrement au cours du mois de mars. L'augmentation notable des volumes d'activité et l'impact positif sur les revenus du Groupe démontrent, une fois de plus, le caractère essentiel du cœur de métier de Compagnie Financière Tradition dans la recherche de la liquidité sur les marchés financiers, sur les différentes classes d'actifs mondialement et ce, tout en optimisant le prix pour ses clients.

Face à la crise sanitaire du COVID 19, le Groupe a opté pour une approche régionale en fonction de l'avancée de l'épidémie et des mesures nationales, en privilégiant à la fois la santé des collaborateurs et la continuité du service aux clients. Globalement et progressivement des mesures ont été implémentées dans les différentes régions, avec un recours massif au télétravail, et le respect de distance de sécurité entre collaborateurs au sein des bureaux pour ceux qui ne sont pas en télétravail. En outre, l'activité d'intermédiation professionnelle a bénéficié des efforts de recrutement de courtiers spécialisés afin de renforcer la présence du Groupe dans certaines régions et classes d'actifs.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé ajusté du Groupe atteint CHF 558,0 millions au premier semestre 2020 contre CHF 520,5 millions au premier semestre 2019, soit une hausse de 7,2 % à taux de change courants et 12,5 % à cours de change constants. Le chiffre d'affaires ajusté de l'activité d'intermédiation professionnelle ressort en hausse de 12,8 % à cours de change constants pour atteindre CHF 537,7 millions alors que l'activité dédiée à une clientèle de particuliers au Japon, Gaitame.com, présente une augmentation de 5,9 % à CHF 20,3 millions.

Le résultat d'exploitation ajusté hors éléments exceptionnels s'établit à CHF 75,5 millions contre CHF 57,4 millions au premier semestre 2019, soit une hausse de 37,7 % à cours de change constants pour une marge d'exploitation de respectivement 13,5 % et 11,0 %. Les charges exceptionnelles représentent CHF 5,6 millions contre CHF 6,9 millions lors de la période précédente.

Le Groupe est présent sur toutes les grandes places financières et effectue des opérations dans plusieurs devises ; de ce fait, ses résultats sont affectés par les fluctuations des cours de change utilisés pour convertir les chiffres locaux en francs suisses. Dans les tableaux ci-dessous, les variations de l'activité par rapport au premier semestre 2019 sont présentées à cours de change constants afin de permettre une analyse plus fine des performances sous-jacentes, mais aussi à cours de change courants retenus pour l'établissement du compte de résultat.

Le Groupe consolide les sociétés contrôlées conjointement avec d'autres partenaires selon la méthode de l'intégration proportionnelle dans ses rapports de gestion (« ajusté »), car elle permet une évaluation plus précise de ses performances économiques et de ses indicateurs clés. Cette méthode de présentation est utilisée dans la publication des informations par secteur figurant dans les notes aux comptes intermédiaires et annuels. Le Groupe présente ci-après son chiffre d'affaires et son résultat d'exploitation sur une base ajustée, accompagnés d'un rapprochement avec les montants publiés.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Analyse du chiffre d'affaires par activité et famille de produits :

en millions de CHF	30 juin 2020	30 juin 2019	Variation à cours de change courants	Variation à cours de change constants
Change et taux d'intérêt	228,6	221,7	+3,1 %	+8,3 %
Titres et dérivés sur titres	194,9	173,1	+12,6 %	+18,5 %
Matières premières et autres	114,2	106,2	+7,5 %	+12,9 %
Intermédiation professionnelle	537,7	501,0	+7,3 %	+12,8 %
Autres activités	20,3	19,5	+4,0 %	+5,9 %
Total du chiffre d'affaires ajusté	558,0	520,5	+7,2 %	+12,5 %
Mise en équivalence des coentreprises	-45,2	-46,2		
Total du chiffre d'affaires publié	512,8	474,3	+8,1 %	+13,6 %

Ventilation géographique du chiffre d'affaires consolidé :

en millions de CHF	30 juin 2020	30 juin 2019	Variation à cours de change courants	Variation à cours de change constants
Royaume-Uni	176,5	166,4	+6,1 %	+12,5 %
Europe continentale	77,9	56,0	+39,2 %	+46,7 %
Europe, Moyen-Orient et Afrique	254,4	222,4	+14,4 %	+21,1 %
Amériques	153,6	154,0	-0,2 %	+4,5 %
Asie - Pacifique	150,0	144,1	+4,1 %	+7,9 %
Total du chiffre d'affaires ajusté	558,0	520,5	+7,2 %	+12,5 %
Mise en équivalence des coentreprises	-45,2	-46,2		
Total du chiffre d'affaires publié	512,8	474,3	+8,1 %	+13,6 %

EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE

Nos activités dirigées depuis notre bureau de Londres, principal centre d'activité du Groupe, réalisent 31,6 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté au premier semestre 2020 contre 32,0 % en 2019. Dans l'ensemble, le chiffre d'affaires est en hausse de 12,5 % à cours de change constants par rapport au chiffre d'affaires de la période précédente. En Europe continentale, le chiffre d'affaires est en hausse de 46,7 % à cours de change constants. La région représente 14,0 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté contre 10,8 % la période précédente.

Le chiffre d'affaires de cette région comprend celui des plateformes de courtage électronique du Groupe, Trad-X pour les dérivés de taux d'intérêt en euros et en sterling, et ParFX pour le change au comptant.

AMÉRIQUES

Le chiffre d'affaires ajusté s'inscrit en hausse de 4,5 % à taux de change constants par rapport à la période précédente. Dans l'ensemble, les activités conduites aux États-Unis génèrent 27,5 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté contre 29,6 % en 2019. Le chiffre d'affaires de Trad-X pour les dérivés de taux d'intérêt en dollars est inclus dans les chiffres de cette région.

ASIE-PACIFIQUE

Le chiffre d'affaires ajusté augmente de 7,9 % à cours de change constants par rapport au premier semestre 2019. La région représente 26,9 % du chiffre d'affaires consolidé ajusté contre 27,7 % pour la période précédente.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation ajusté sous-jacent (qui exclut les charges exceptionnelles nettes) s'établit à CHF 75,5 millions contre CHF 57,4 millions au premier semestre 2019, soit une hausse de 31,7 % à cours de change constants. La marge d'exploitation ajustée sous-jacente atteint 13,5 % du chiffre d'affaires consolidé contre 11,0 % pour la période précédente.

Le résultat d'exploitation ajusté sous-jacent de l'activité d'intermédiation professionnelle est en hausse de 41,1 % à cours de change constants à CHF 65,7 millions pour une marge de 12,2 % contre 9,8 % en 2019.

En outre, le résultat d'exploitation de Gaitame.com atteint CHF 9,8 millions contre CHF 8,5 millions au premier semestre 2019 pour une marge de 48,6 % contre 43,4 % en 2019.

Les charges exceptionnelles nettes, essentiellement constituées de frais juridiques, représentent CHF 5,6 millions contre CHF 6,9 millions pour la période précédente.

Le résultat d'exploitation publié s'établit à CHF 58,1 millions contre CHF 39,5 millions en 2019, soit une hausse de 47,1 % à cours de change constants pour une marge d'exploitation de 11,3 % contre 8,3 % pour la période précédente.

Le rapprochement entre le résultat d'exploitation ajusté sous-jacent et le résultat d'exploitation publié s'effectue comme suit :

en millions de CHF	30 juin 2020	30 juin 2019	Variation à cours de change courants	Variation à cours de change constants
Résultat d'exploitation ajusté sous-jacent	75,5	57,4	+31,7 %	+37,7 %
Marge d'exploitation ajustée sous-jacente en %	13,5 %	11,0 %		
Charges exceptionnelles nettes	-5,6	-6,9		
Résultat d'exploitation ajusté	69,9	50,5	+38,4 %	+44,6 %
Marge d'exploitation ajustée en %	12,5 %	9,7 %		
Mise en équivalence des coentreprises	-11,8	-11,0		
Résultat d'exploitation publié	58,1	39,5	+47,1 %	+54,2 %
Marge d'exploitation publiée en %	11,3 %	8,3 %		

RÉSULTAT NET

Au premier semestre 2020, le Groupe enregistre une charge financière nette de CHF 7,5 millions contre CHF 4,4 millions au premier semestre 2019. Les résultats de change nets dus aux fluctuations de cours des devises ont un impact négatif sur le résultat financier du Groupe et représentent une perte de CHF 1,6 millions pour la période contre CHF 0,2 million en 2019. Les charges d'intérêt sur les emprunts bancaires et obligataires, nettes des produits d'intérêt liés aux placements de trésorerie, s'élèvent à CHF 4,3 millions contre CHF 2,7 millions pour la période précédente. Une charge d'intérêt complémentaire de CHF 1,6 millions a été constatée sur les dettes de location-financement au premier semestre 2020 contre CHF 1,5 millions en 2019.

La quote-part dans le résultat des sociétés associées et des coentreprises s'élève à CHF 10,3 millions contre CHF 10,8 millions au premier semestre 2019, en baisse de 1,6 % à cours de change constants.

La charge fiscale du Groupe atteint un montant CHF 9,4 millions contre CHF 9,1 millions au premier semestre 2019 pour un taux d'imposition effectif de 19 % contre 26 % pour la période précédente.

Ainsi, le résultat net consolidé ressort à CHF 51,5 millions contre CHF 36,8 millions au premier semestre 2019. Le résultat net part du Groupe s'établit à CHF 48,7 millions contre CHF 34,2 millions en 2019, en hausse de 50,0 % à cours de change constants.

BILAN

Le Groupe a maintenu son attention historique sur la solidité de son bilan axée sur des fonds propres importants tout en minimisant le niveau d'actifs intangibles ainsi qu'une forte position de trésorerie nette. En effet, avant déduction des actions propres pour un montant de CHF 17,4 millions, les capitaux propres consolidés sont de CHF 416,6 millions pour une trésorerie ajustée incluant la quote-part du Groupe dans la trésorerie nette des coentreprises d'un montant de CHF 222,9 millions au 30 juin 2020.

Les capitaux propres consolidés s'élèvent au 30 juin 2020 à CHF 399,2 millions (31 décembre 2019 : CHF 416,5 millions) dont CHF 378,5 millions sont attribuables aux actionnaires de la société mère (31 décembre 2019 : CHF 396,9 millions). Le montant total de la trésorerie ajustée, incluant les actifs financiers à la juste valeur, net de la dette financière, ressort à CHF 119,5 millions au 30 juin 2020 contre CHF 77,4 millions au 31 décembre 2019.

ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES

ÉTATS-UNIS

Deux sujets ont dominé le premier semestre aux États-Unis : les effets de la pandémie mondiale de Covid-19 et la prochaine élection générale prévue en novembre. L'économie américaine et les marchés de capitaux qui la sous-tendent ont dû faire face à des défis, des effets et une volatilité sans précédent dont les répercussions du Covid-19 ont été la principale source. Comme d'autres parties du monde, les États-Unis ont rendu le télétravail obligatoire à l'exception des activités « essentielles » auxquelles une certaine latitude a été laissée. La prochaine élection générale se superposant aux conséquences du Covid-19, les marchés américains ont également subi les effets d'un environnement très politisé. Joe Biden a été nommé candidat par les Démocrates. Il est trop tôt à ce stade pour prédire qui remportera l'élection mais les premiers sondages montrent que la course est très serrée.

Plus précisément, sur le front réglementaire, les activités américaines de Tradition ont suivi les directives des autorités de régulation, les directives fédérales et celles des États américains afin de satisfaire à toutes les attentes relatives au télétravail au sein des entreprises réglementées. Face aux effets du Covid-19, les régulateurs américains sur tous les secteurs de marché ont émis des lettres d'absence de mesures (No-Action Relief Letters, NARL) et des courriers de recommandation (Guidance Letters) portant sur certains aspects des activités opérationnelles telles que la correction des transactions erronées, l'enregistrement vocal des pistes d'audit, les déclarations financières et les rapports annuels du directeur de la conformité afin que les opérations puissent continuer avec le moins possible d'impact ou de stress. Ces diverses formes d'allègement des obligations ont été récemment prolongées en raison des préoccupations relatives à la date à laquelle les conséquences du Covid-19 diminueront. À notre avis, ces mesures seront reconduites jusqu'à ce qu'il soit possible de reprendre les pratiques commerciales normales sans risque pour la conformité.

Lors d'une réunion publique en juin, la CFTC a voté à l'unanimité l'approbation d'une règle définitive interdisant notamment la pratique du « post-trade name give-up », qui consiste à révéler l'identité de chaque contrepartie à l'autre après l'appariement anonyme d'une transaction sur un SEF destinée à être compensée. Cette règle définitive prévoit deux dates limites de mise en conformité : le 1^{er} novembre 2020 pour les swaps soumis à l'obligation d'exécution des transactions (obligation de négociier sur un SEF ou un DCM) en vertu du Commodity Exchange Act (CEA), article 2(h)(8), et le 5 juillet 2021 pour les swaps non soumis à cette obligation.

En juin, la National Futures Association (NFA) a annoncé des modifications aux notices d'interprétation précisant que les courtiers à la voix ne sont pas tenus d'établir et de suivre un programme d'identification des clients ni de s'acquitter des obligations relatives aux bénéficiaires effectifs concernant leur activité de courtage à la voix. Ils doivent toutefois maintenir les contrôles sur les activités suspectes et respecter les autres exigences applicables de la NFA sur la base des informations dont ils disposent. Par ailleurs, outre plusieurs autres modifications mineures, la NFA a porté à 500 000 USD par infraction l'amende qu'elle peut prononcer dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

EUROPE

En Europe également, le Covid-19 a dominé le premier semestre. Le grave impact de l'épidémie a conduit à prendre plusieurs décisions au niveau européen afin d'atténuer le choc initial et de promouvoir un fonctionnement ordonné des marchés et la confiance. L'AEMF, par exemple, a déclaré attendre des autorités compétentes qu'elles ne fassent pas une priorité des mesures de surveillance à l'égard des acteurs du marché concernant les modifications des obligations déclaratives en vertu du règlement relatif aux opérations de financement sur titres (SFTR) et le régime de pas de cotation en vertu du règlement MIF jusqu'au second semestre 2020. Elle a également recommandé aux acteurs du marché de prendre des mesures de planification de la continuité des activités et elle a en particulier recommandé aux émetteurs de communiquer le plus tôt possible toute information significative concernant les impacts du Covid-19 sur leurs fondamentaux, leurs perspectives ou leur situation financière et d'être transparents sur les répercussions effectives et potentielles dans leurs rapports semestriels et annuels.

Brexit

Pour la première fois depuis longtemps, le Brexit n'a pas fait la une de l'actualité. Néanmoins, le retrait du Royaume-Uni de l'UE a poursuivi sa trajectoire sans perturbation majeure liée au Covid-19. Une opportunité de prolonger la période de transition au-delà du 31 décembre 2020 a été officiellement refusée par le RU. Les négociations relatives au retrait du RU et aux futures relations se sont poursuivies, quoique virtuellement.

La Commission européenne a publié son projet d'accord juridique pour le futur partenariat UE-RU. Celui-ci transpose en texte juridique les directives de négociation adoptées par les États membres lors du Conseil des affaires générales du 25 février 2020, conformément à la déclaration politique de l'UE et du RU d'octobre 2019.

Concernant l'impact du Brexit sur le secteur des services financiers, le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, s'est efforcé de clarifier le processus en cours dans l'UE pour les évaluations d'équivalence

relatives au RU, qui ne fait pas partie des négociations en cours. L'UE a recensé les principaux défis pour l'équivalence, notamment l'intention déclarée du RU de s'écarter des règles européennes après le 1^{er} janvier 2021. Bien que le document du RU sur son futur cadre réglementaire des services financiers soit en cours d'analyse à l'UE pour mieux comprendre l'évolution future des règles britanniques, il est probable que le RU commence à s'écarter progressivement du cadre européen. M. Barnier a clairement indiqué que l'UE n'accordera des équivalences que dans les domaines où cela est clairement dans l'intérêt de l'UE, de sa stabilité financière, de l'intégrité de son marché, de la protection des investisseurs et des consommateurs et de conditions de concurrence équitables.

MIF II (directive/règlement concernant les marchés d'instruments financiers)

Au début de l'année, la Commission européenne a lancé sa consultation publique très attendue sur la révision du cadre réglementaire formé par la directive MIF II/ et le règlement MIF en réponse aux préoccupations croissantes des acteurs du marché relatives à certains aspects du cadre qui avaient conduit à plusieurs demandes de révision et de réforme. Organisé en trois parties, le document de consultation 1) vise à recueillir le point de vue de toutes les parties prenantes sur l'expérience de deux années d'application du cadre réglementaire, 2) sollicite les vues des parties prenantes sur des aspects techniques du régime actuel et 3) invite les parties prenantes à attirer l'attention de la Commission sur tout autre aspect réglementaire ou problème identifié non mentionné dans les deux premières parties.

Le document présente les domaines de révision prioritaires de la Commission européenne dans lesquels des dispositions législatives nouvelles ou des modifications sont anticipées :

- La création d'un système consolidé de publication, en établissant un nouveau cadre juridique dédié de niveau 1 et en habilitant l'AEMF à élaborer les textes de niveau 2 ;
- De nouvelles règles de protection des investisseurs, comprenant la création de nouvelles catégories de clients « semi-professionnels » et « fortunés » afin d'encourager la participation des investisseurs aisés et avertis sur les marchés financiers ;
- Des règles de séparation de la recherche et la couverture des PME par la recherche, qui explorent de nouveaux modes de financement de la recherche sur les PME ;
- Un recalibrage des règles applicables aux marchés de produits de base sur la transparence pré-négociation et les limites de positions, et l'impact des seuils de transparence pré-négociation et du seuil « de minimis » sur les acteurs du marché.

Outre les domaines prioritaires, la Commission européenne a invité les acteurs du marché à faire un retour d'expérience sur tous les aspects de la directive MIF II. Ce document de consultation s'ajoute à une série de documents de consultation de l'AEMF sur le fonctionnement de certains aspects du cadre réglementaire MIF. La publication des rapports d'évaluation de la directive MIF II par l'AEMF prévue au second semestre 2020 a été retardée en raison du Covid-19, mais les rapports sur les OTF, la déclaration des transactions et le trading algorithmique seront publiés au premier semestre 2021.

Règlement / directive sur les entreprises d'investissement

À compter de juin 2021, un nouveau régime prudentiel visant les entreprises d'investissement abandonnera la catégorisation actuelle basée sur les services en vertu de la directive MIF II et utilisera des indicateurs quantitatifs pour rendre compte des risques spécifiques aux entreprises d'investissement au lieu de l'approche universelle actuelle de la CRD IV. Le nouveau cadre de risques vise à saisir le risque que l'entreprise d'investissement peut poser pour ses clients, le marché ou elle-même.

Notons que la Financial Conduct Authority britannique (« FCA ») a publié son propre document d'analyse sur un nouveau régime prudentiel britannique pour les entreprises d'investissement visées par la directive MIF. C'est le premier pas dans l'instauration d'un ensemble de règles prudentielles applicables aux entreprises d'investissement visant à mieux rendre compte de leur modèle économique et du risque qu'elles représentent pour les consommateurs et les marchés. La FCA propose d'instaurer au Royaume-Uni un régime visant des résultats similaires à ceux du règlement IFR et de la directive IFD, y compris tout arrangement transitoire, tout en tenant compte des spécificités du marché britannique.

L'Autorité bancaire européenne (« ABE ») a publié sa feuille de route sur les entreprises d'investissement et ses mandats découlant du règlement IFR et de la directive IFD. Elle y présente l'approche qu'elle se propose d'adopter pour s'acquitter de ces mandats et les domaines thématiques dans lesquels elle les a groupés ainsi que le calendrier envisagé, qu'elle divise en quatre phases :

- **Phase 1** : réalisation d'ici décembre 2020. Dans cette phase, l'ABE axera notamment ses travaux sur les mandats concernant les seuils et critères applicables aux entreprises d'investissement qui resteront soumises au règlement sur les exigences de fonds propres (575/2013) (règlement CRR), les exigences de fonds propres et leur composition, et les informations à publier et les déclarations.
- **Phase 2** : réalisation d'ici juin 2021. Cette phase sera entre autres consacrée aux mandats relatifs à la convergence en matière de surveillance, au processus de surveillance prudentielle et d'évaluation des risques (SREP) et aux rémunérations.
- **Phase 3** : réalisation d'ici décembre 2021. Cette phase sera consacrée aux mandats résiduels relatifs à la rémunération, ainsi qu'aux facteurs et aux risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).
- **Phase 4** : réalisation entre décembre 2021 et juin 2025. Cette phase sera consacrée aux mandats résiduels relatifs à la convergence en matière de surveillance, au SREP ainsi qu'aux facteurs et aux risques ESG.

ASIE-PACIFIQUE

Japon

La Financial Services Agency (JFSA) a contacté l'ensemble des opérateurs de plateformes de négociation électroniques (« ETP ») en janvier afin d'informer les plateformes éligibles des points modifiés concernant l'équivalence des SEF avant de publier cette année. Le document a été publié le 28 avril. Les opérations sont en grande partie inchangées hormis des obligations plus lourdes en matière de conservation des données.

La Banque du Japon continue à solliciter l'avis des marchés sur la méthodologie de calcul du nouvel indice de référence destiné à remplacer le LIBOR et a nommé Quick Ltd. administrateur des indices de référence.

La JFSA a publié des informations liées au Covid-19 sur son site Internet, parmi lesquelles sa décision de prolonger sur demande le délai de remise des rapports requis. Elle demande en outre à toutes les entités régulées de poursuivre leur activité et de revoir leur plan de continuité des activités en cas d'urgence.

Face à la propagation de l'épidémie de Covid-19, le gouvernement japonais a déclaré l'état d'urgence en avril jusqu'au 25 mai. M. Aso, ministre d'État des Services financiers, a fait une déclaration demandant aux établissements financiers de continuer à fournir des services, tout en poursuivant leurs efforts pour enrayer la propagation des infections.

Hong Kong

En mars 2020, la Hong Kong Monetary Authority (HKMA) et la Securities and Futures Commission (SFC) ont publié une consultation conjointe sur la mise à jour annuelle de la liste des prestataires de services financiers soumis à l'obligation de compensation des transactions sur dérivés OTC.

En mars également, au vu de la pandémie et des perturbations qu'elle engendre, la SFC a décidé de reporter de six mois le délai de mise en conformité aux trois obligations réglementaires prévues pour 2020 mais elle a continué à faire avancer certains objectifs réglementaires. En mai, la SFC a différé au 1^{er} septembre 2021 l'entrée en vigueur des obligations de marge initiale pour les transactions sur dérivés non compensées.

En avril, la SFC a rappelé aux sociétés agréées d'évaluer leurs capacités opérationnelles et d'instaurer des mesures appropriées pour gérer les risques cyber associés à ces dispositifs, après avoir rappelé en mars à tous les intermédiaires les autres options d'enregistrement des ordres prévues par le cadre réglementaire existant qui peuvent être adoptées pendant la pandémie.

En juin, les règles actualisées pour l'agrégation et l'exécution des ordres de transactions groupées pour le HKEX sont entrées en vigueur. La SFC et la HKMA ont affiné le périmètre des activités régulées de façon à exclure les activités de trésorerie d'entreprise des groupes non financiers et de certains services de compression de portefeuille du régime d'agrément des dérivés OTC.

Singapour

En février 2020, la Monetary Authority of Singapore (MAS) a annoncé les modifications apportées au règlement Securities and Futures (Reporting of Derivatives Contracts) Regulation concernant l'obligation de déclaration d'un identifiant de transaction unique (UTI) à compter du 25 février 2020. Ces modifications maintiennent le statu quo pour la déclaration de l'UTI des contrats dérivés qui ne sont pas compensés et ne sont pas confirmés par voie électronique, tenant compte du retour d'expérience des professionnels du secteur indiquant que les entités déclarantes ont des difficultés à déclarer un UTI convenu bilatéralement. La MAS publiera un document de consultation sur les obligations relatives à la déclaration des UTI en temps voulu.

Face aux perturbations des activités, la MAS a annoncé qu'elle diffèrera l'application de certaines nouvelles exigences et ajustera une sélection d'obligations réglementaires relatives aux dérivés OTC et à la conduite des marchés en vertu du Securities and Futures Act et du Financial Advisers Act afin de permettre aux établissements financiers de gérer les problèmes liés au Covid-19.

Thaïlande

Après une longue période de consultation en janvier 2020, l'ACI a diffusé le code de conduite à l'intention des courtiers de change en Thaïlande et, en mars 2020, la Bank of Thailand (BOT) a publié une nouvelle liste des banques contributrices au THBFX pour la période courant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021. Cette liste a été modifiée en avril 2020 pour inclure une banque étrangère mais en supprimer trois autres.

En raison du Covid-19, la BOT a consenti en mars 2020 une exonération de l'obligation de conservation des données/informations (données 5 ans, voir 2 ans) jusqu'à nouvel ordre et dans une autre réponse, elle a annoncé que l'impôt à la source sur les services sera abaissé de 3 % à 1,5 % du 1^{er} avril au 30 septembre 2020.

Australie

En février 2020, l'Australian Securities and Investments Commission (ASIC) a publié sa toute dernière mise à jour semestrielle sur ses travaux de contrôle et de régulation depuis septembre 2019. Celle-ci couvrait la mise à jour des recommandations de la Financial Services Royal Commission (FSRC), le programme renforcé de surveillance et les modalités d'application des nouveaux outils et pouvoirs de régulation pour repérer et corriger les manquements et les résultats insuffisants pour les consommateurs.

En mars 2020, l'ASIC a publié son nouveau cadre réglementaire applicable aux prestataires de services financiers étrangers (PSFE) fournissant des services financiers à des clients professionnels australiens. Ce nouveau cadre comporte deux éléments : un nouveau régime d'agrément des services financiers australiens étrangers pour les PSFE et une exonération d'agrément pour les prestataires de services de gestion de fonds cherchant à travailler avec certaines catégories d'investisseurs professionnels.

Dans sa riposte à la pandémie, l'ASIC a annoncé qu'en coordination avec le Council of Financial Regulators, elle concentrera ses efforts de régulation sur les difficultés engendrées par la pandémie. Jusqu'au 30 septembre 2020, les questions prioritaires seront les domaines dans lesquels il existe un risque de préjudice important pour les consommateurs, les infractions graves, les risques pour l'intégrité du marché et les sujets dont le calendrier est critique.

Indonésie

Au T1 2020, la filiale de Tradition en Indonésie est officiellement enregistrée en tant que PPE-EBUS sous la surveillance de l'OJK (l'autorité des services financiers en Indonésie) à la suite de la mise à jour de la réglementation sur les titres.

En raison des répercussions croissantes du Covid-19 dans le pays, la Bank of Indonesia et l'autorité compétente ont ajusté le calendrier des activités opérationnelles et des services publics de la Bank of Indonesia du 30 mars au 29 mai 2020 (période d'état d'urgence fixée par le Gouvernement). Parmi les mesures de riposte prévues, les heures de marché ont été resserrées pendant cette période.

Corée

En janvier, la Financial Services Commission (FSC) et la Bank of Korea ont constitué un groupe de travail afin de développer un nouvel indice de référence des taux d'intérêt et des taux sans risque dans la perspective de la suppression du LIBOR en 2022 et améliorant l'actuelle méthode de calcul de l'indice de référence.

Dans sa riposte à la pandémie et conformément à la stratégie de régulation dans le reste de l'Asie, la FSC a annoncé un report d'un an de l'entrée en vigueur des exigences de marge pour les transactions OTC sur produits dérivés non compensées. Cependant, en juin, la FSC a révisé le Financial Investment Services and Capital Markets Act (FSCMA) afin de réduire les risques sur le marché OTC des dérivés. Le 24 juin 2020, la FSC a révisé la réglementation sur l'activité d'investissement financier, énonçant des exigences particulières sur les actifs liquides pour les vendeurs de contrats de mise en pension.

Autres évolutions en Asie

Les entités de Tradition en Asie ont pris les mesures appropriées à la taille et à la complexité de ses activités ainsi qu'à la nature de son engagement sur chacun des marchés sur lesquelles elle est présente. Il n'y a pas eu d'autres développements notables sur les autres marchés d'Asie au cours de la période.

PERSPECTIVES

Après un premier semestre en bonne progression par rapport à l'année précédente, le Groupe a constaté un ralentissement de son activité au cours du mois d'août en cours. Compagnie Financière Tradition entend poursuivre sa stratégie de croissance tout en maintenant son attention sur la gestion des coûts.

OPERATING REVIEW

Business activities in the first half of 2020 took place against an unfolding health crisis caused by the COVID-19 pandemic, which generated increased volatility in the financial markets, particularly in March. The significant increase in activity volumes and the positive impact on the Group's revenues demonstrate, once again, the essential nature of Compagnie Financière Tradition's core business, which ensures global liquidity across the various asset classes, while optimising prices for its clients.

Faced with the COVID-19 outbreak, the Group has opted for a regional approach depending on the spread of the pandemic and national measures, prioritising both the health of its employees and maintaining services to clients. Global and progressive measures have been implemented in the different regions with massive recourse to teleworking or, for those working in offices, the requirement to respect social distancing between employees. The interdealer broking business (IDB) also benefited from efforts to recruit specialised brokers to reinforce our presence in a number of regions and asset classes.

Against this backdrop, adjusted consolidated revenue for the first six months reached CHF 558.0m compared with CHF 520.5m in the first half of 2019, a rise of 7.2% at current exchange rates, or 12.5% in constant currencies. Adjusted revenue from IDB business rose 12.8% in constant currencies to CHF 537.7m while the forex trading business for retail investors in Japan, Gaitame.com, was up 5.9% to CHF 20.3m.

Adjusted operating profit before exceptional items was CHF 75.5m against CHF 57.4m in the first half of 2019, a rise of 37.7% in constant currencies for an operating margin of 13.5% and 11.0% respectively. Exceptional costs represented CHF 5.6m against CHF 6.9m in the previous period.

The Group is active in all the major financial markets and operates in a number of currencies. Its results are therefore affected by movements in the exchange rates used to translate local figures into Swiss francs. In the tables below, changes in activities compared with the same period in 2019 are presented at constant exchange rates in order to provide a clearer analysis of underlying performance, as well as at current exchange rates used to prepare the income statement.

Companies jointly controlled with other partners are proportionally consolidated in the Group's (adjusted) management reports since this allows a more accurate evaluation of its economic performance and key indicators. This presentation method is used in reporting segment information in the notes to the interim and annual financial statements. The Group's revenue and operating profit are presented below on an adjusted basis, with a reconciliation to reported figures.

REVENUE

Analysis of revenue by business and product group:

CHFm	30 June 2020	30 June 2019	Variation at current exchange rates	Variation at constant exchange rates
Currencies and interest rates	228.6	221.7	+3.1%	+8.3%
Securities and derivatives	194.9	173.1	+12.6%	+18.5%
Commodities and other	114.2	106.2	+7.5%	+12.9%
IDB business	537.7	501.0	+7.3%	+12.8%
Non-IDB business	20.3	19.5	+4.0%	+5.9%
Total adjusted revenue	558.0	520.5	+7.2%	+12.5%
Equity accounted joint ventures	-45.2	-46.2		
Total reported revenue	512.8	474.3	+8.1%	+13.6%

Analysis of consolidated revenue by region:

CHFm	30 June 2020	30 June 2019	Variation at current exchange rates	Variation at constant exchange rates
United Kingdom	176.5	166.4	+6.1%	+12.5%
Continental Europe	77.9	56.0	+39.2%	+46.7%
Europe, Middle East and Africa	254.4	222.4	+14.4%	+21.1%
Americas	153.6	154.0	-0.2%	+4.5%
Asia-Pacific	150.0	144.1	+4.1%	+7.9%
Total adjusted revenue	558.0	520.5	+7.2%	+12.5%
Equity accounted joint ventures	-45.2	-46.2		
Total reported revenue	512.8	474.3	+8.1%	+13.6%

EUROPE, MIDDLE EAST AND AFRICA

Our activities managed from our London office, the Group's largest operation, accounted for 31.6% of adjusted consolidated revenue in the first half of 2020, against 32.0% reported in 2019. Overall, revenue booked was 12.5% up on the figure for the previous period in constant currencies. In Continental Europe, revenue was up 46.7% in constant currencies. The region represented 14.0% of adjusted consolidated revenue, against 10.8% in the previous period.

Revenue generated in this region includes that of the Group's electronic trading platforms, Trad X for interest rate swaps in euros and sterling, and ParFX for spot forex.

AMERICAS

Adjusted revenue was up 4.5% at constant exchange rates compared with the previous period. Overall, activities in the U.S. generated 27.5% of adjusted consolidated revenue, against 29.6% in 2019. The figures for this region include revenue from Trad-X for interest rate swaps in dollars.

ASIA-PACIFIC

Adjusted revenue in this region rose 7.9% in constant currencies compared with the first half of 2019. The region accounted for 26.9% of adjusted consolidated revenue against 27.7% in the previous period.

OPERATING PROFIT

The adjusted underlying operating profit (excluding net exceptional costs) was CHF 75.5m compared with CHF 57.4m in the first half of 2019, up 37.7% in constant currencies. The adjusted underlying operating margin was 13.5% of consolidated revenue against 11.0% in the previous period.

The IDB adjusted underlying operating profit was up 41.1% in constant currencies to CHF 65.7m for a margin of 12.2% compared with 9.8% in 2019.

At Gaitame.com, in Japan, operating profit rose to CHF 9.8m compared with CHF 8.5m in the first half of 2019 for a margin of 48.6% against 43.4% in 2019.

Net exceptional costs, mainly comprising legal costs, represented CHF 5.6m against CHF 6.9m during the previous period.

Reported operating profit was CHF 58.1m compared with CHF 39.5m in 2019, an increase of 54.2% in constant currencies for an operating margin of 11.3% against 8.3% in the previous period.

The reconciliation of adjusted underlying operating profit to reported operating profit is as follows:

CHFm	30 June 2020	30 June 2019	Variation at current exchange rates	Variation at constant exchange rates
Adjusted underlying operating profit	75.5	57,4	+31.7%	+37.7%
Adjusted underlying operating margin in %	13.5%	11.0%		
Net exceptional costs	-5.6	-6.9		
Adjusted operating profit	69.9	50.5	+38.4%	+44.6%
Adjusted operating margin in %	12.5%	9.7%		
Equity accounted joint ventures	-11.8	-11.0		
Reported operating profit	58.1	39.5	+47.1%	+54.2%
Reported operating margin in %	11.3%	8.3%		

NET PROFIT

Net financial expense was CHF 7.5m for the period compared with CHF 4.4m in the first half of 2019. Net foreign exchange results due to exchange rate fluctuations negatively impacted the Group's financial income and represented a loss of CHF 1.6m for the period against CHF 0.2m in 2019. Interest expense on bank borrowings and bonds, net of interest income from short-term cash investments, totalled CHF 4.3m against CHF 2.7m in the previous period. An additional interest expense of CHF 1.6m was recognised on lease liabilities in the first half of 2020 compared with CHF 1.5m in 2019.

The share in the results of associates and joint ventures was CHF 10.3m against CHF 10.8m in first-half 2019, down 1.6% in constant currencies.

The Group's tax expense amounted to CHF 9.4m against CHF 9.1m in first-half 2019 for an effective tax rate of 19% against 26% in the previous period.

Consolidated net profit was CHF 51.5m compared with CHF 36.8m in the first half of 2019 with a Group share of CHF 48.7m against CHF 34.2m in 2019, an increase of 50.0% at constant exchange rates.

BALANCE SHEET

The Group maintained its focus on a sound balance sheet with a strong capital position while keeping a low level of intangible assets and a strong net cash position. Before deduction of treasury shares of CHF 17.4m, consolidated equity amounted to CHF 416.6m at 30 June 2020 with adjusted cash of CHF 222.9m, including Group share of net cash held by joint ventures.

At 30 June 2020, consolidated equity stood at CHF 399.2m (31 December 2019: CHF 416.5m) of which CHF 378.5m was attributable to shareholders of the parent (31 December 2019: CHF 396.9m). Total adjusted cash, including financial assets at fair value, net of financial debt, was CHF 119.5m at 30 June 2020 against CHF 77.4m at 31 December 2019.

REGULATORY DEVELOPMENTS

USA

The first half of this year in the United States was dominated by two things: the effects of the global pandemic, COVID-19, and the upcoming presidential elections scheduled for November. Primarily due to the COVID-19 impact, the U.S. economy and the capital markets that underpin it have seen unprecedented challenges, effects and volatility. As in other parts of the world, the U.S. imposed mandatory work-from-home policies with the exception of "essential" businesses that were afforded some flexibility. With the impending general election overlaying the impacts of COVID-19, U.S. markets have also seen the effects of a highly politicised environment. The Democratic Party has selected Joe Biden as their running candidate. At this stage the election is too close to call, but early polls have the race set to be very close.

More specifically on the regulatory front: Tradition's U.S. operations followed regulatory, State and Federal guidelines to ensure that we met all expectations regarding teleworking in regulated businesses. In response to the effects of COVID-19, the U.S. regulatory community across all market sectors issued No-Action Relief Letters and letters of guidance/extensions relating to certain aspects of operational activities, such as error-trade correction, voice audit trail recordings, financial reporting and Annual CCO reports to ensure that business operations could continue with minimal impact or stress. These various forms of relief have recently been extended in line with concerns over when COVID related impacts will subside. We expect that this "moving target" will see relief continue to be extended until normal business practices can resume without regulatory compliance risk.

In a June open meeting, the CFTC voted unanimously to approve a final rule prohibiting post-trade name give-up for swaps that are executed anonymously on a swap execution facility (SEF) and are intended to be cleared. The Final Rule provides for two compliance deadlines: 1 November 2020, for swaps subject to the trade execution requirement under the Commodity Exchange Act (CEA) Section 2(h)(8), and 5 July 2021 for swaps not subject to the trade execution requirement.

In June, the National Futures Association (NFA) announced amendments to existing Interpretive Notices clarifying that voice broker IBs are not required to establish and implement a Customer Identification Program (CIP) or apply Beneficial Ownership (BO) requirements with respect to their voice broker business. However, voice broker IBs must continue to conduct suspicious activity reviews and comply with other applicable NFA requirements using the information available to them. Furthermore, in addition to several other minor amendments, the NFA increased the monetary penalty that it may impose at the conclusion of a disciplinary proceeding to USD 500,000 per rule violation.

EUROPE

In Europe too, the first half of this year was dominated by COVID-19. The severe impact of the pandemic resulted in a number of decisions being made at a European level to lessen the initial shock and promote orderly market functioning and confidence. For example, ESMA stated that it expected the competent authorities not to prioritise their supervisory actions towards market participants in respect of changes to SFTR reporting obligations and the tick-size regime under MiFIR until the second half of 2020. ESMA also recommended that market participants take action on business continuity planning. It further advised issuers to disclose as soon as possible any relevant significant information concerning the impacts of COVID-19 on their fundamentals, prospects or financial situation, and to provide transparency on the actual and potential impacts in interim and year-end financial reporting.

Brexit

For the first time in a long time, Brexit was not the focus of every news headline. Nevertheless, the United Kingdom's departure from the European Union continued on its trajectory with little impact from COVID-19. An opportunity to extend the transition period beyond 31 December 2020 was officially declined by the UK. Negotiations on the UK's withdrawal and future relationship continued, albeit virtually.

The European Commission published its draft legal agreement for the future EU-UK partnership. It translates into a legal text the negotiating directives approved by Member States in the General Affairs Council on 25 February 2020, in line with the Political Declaration agreed between the EU and the UK in October 2019.

With respect to the impact of Brexit on the financial services sector, the EU's chief negotiator, Michel Barnier, sought to provide clarity on the EU's ongoing process for the assessment of equivalence determinations relating to the UK, which does not form part of the ongoing negotiations. Key challenges to the EU's equivalence assessment were identified, such as the UK's publicly stated intention to diverge from EU rules after 1 January 2021. While the UK's paper on its post-Brexit regulatory framework for financial services is currently being analysed in the EU to gain clarity on how UK rules will evolve, there is a probability that the UK will progressively diverge from the EU framework. Mr Barnier made it clear that the EU will only grant equivalences in those areas where it is clearly in the interest of the EU, its financial stability, market integrity, investor and consumer protection, and the level playing field.

MiFID II (Markets in Financial Instruments Directive/Regulation)

At the beginning of the year, the European Commission launched its much-anticipated public consultation on the review of the MiFID II/MiFIR regulatory framework in response to market participants' growing concerns about certain aspects of the framework, which had led to a number of calls for review and reform. The consultation paper comprises three sections; section 1 invites views from all stakeholders on the experience of two years of MiFID II/MiFIR application; section 2 seeks the views of stakeholders on technical aspects of the current MiFID II/MiFIR regime; and section 3 invites additional comment from stakeholders on any further regulatory aspects or identified issues not mentioned in the first and second sections.

The consultation paper sets out the European Commission's priority topics for review where new or amending legislative provisions are anticipated, namely:

- The establishment of an EU consolidated tape, by mandating a new dedicated legal framework at Level 1 and empowering ESMA to develop Level 2 texts;
- New investor protection rules, including the creation of new "semi-professional" and "High Net Worth" client categories to encourage the participation of wealthy and knowledgeable investors in the capital market;
- Research unbundling rules and SME research coverage, which explores new ways of financing SME research coverage;
- A recalibration of commodity markets rules on pre-trade transparency and position limits, and how pre-trade transparency thresholds and the *de minimis* threshold impacts market participants.

In addition to the priority areas, the European Commission invited market participants to provide feedback on all aspects of MiFID II. This consultation paper sits alongside ESMA's series of consultation papers on the functioning of certain aspects of the MiFID II/MiFIR Framework. Upcoming MiFID II Review Reports by ESMA for the second half of 2020 have been mostly delayed due to COVID-19. However, the first half of 2021 will see the publication of reports on OTFs, transaction reporting and algorithmic trading.

Investment Firm Regulation / Directive

From June 2021, a new prudential regime for investment firms will move from the current services-based categorisation under MiFID II and will use quantitative indicators to reflect risks specific to investment firms rather than the current one-size-fits-all approach under CRD IV. The new risk framework aims to capture the risk that the investment firm can pose to customers, market access, or the firm itself.

It is worth noting that the UK's Financial Conduct Authority ("FCA") published its own parallel discussion paper on a new UK prudential regime for MiFID investment firms. This is the first step in introducing a set of prudential rules for investment firms which better reflect their business models and the risk of harm that they pose to consumers and markets. The FCA proposes to introduce a UK regime that will achieve similar intended outcomes to the IFD/IFR, including any transitional arrangements, whilst taking into consideration the specifics of the UK market.

The European Banking Authority ("EBA") published its Roadmap on Investment Firms and its mandates arising from IFR/IFD. In the roadmap, the EBA sets out its proposed approach to delivering on these mandates and the thematic areas into which it has grouped them. It contains the EBA's proposed timetable for the mandates, which it divides into four phases:

- **Phase 1:** delivery by December 2020. In this phase, the EBA will focus on, among other things, mandates relating to thresholds and criteria for investment firms that will remain subject to the Capital Requirements Regulation (575/2013) (CRR), capital requirements and composition, and disclosure and reporting.

- **Phase 2:** delivery by June 2021. In this phase, the EBA will focus on, among other things, mandates relating to supervisory convergence and the supervisory review and evaluation process (SREP) and remuneration.
- **Phase 3:** delivery by December 2021. In this phase, the EBA will focus on delivering the remaining mandates relating to remuneration, as well as on environmental, social and governance (ESG) factors and risks.
- **Phase 4:** delivery between December 2021 and June 2025. In this phase, the EBA will focus on delivering the remaining mandates relating to supervisory convergence and SREP, and ESG factors and risks.

ASIA-PACIFIC

Japan

The Financial Services Agency (JFSA) engaged with all Electronic Trading Platform ("ETP") operators in January to brief eligible platforms on the modified points relating to SEF Equivalency, before publishing this year. Actual publication regarding SEF equivalency became effective on April 28th. Operations are largely unchanged with the exception of more onerous data retention requirements.

The Bank of Japan continues to solicit market opinions on the new Japanese benchmark for yen LIBOR replacement methodology, and subsequently appointed Quick Ltd. as the benchmark administrator. The JFSA published COVID-19 related information on their website, which includes its decision to extend the deadline for required reports upon request. The JFSA is also asking all regulated entities to continue business and review BCP structure in case of emergency.

The Japanese government declared a state of emergency from April until 25 May in response to the COVID-19 pandemic. In a statement by Mr. Aso, Minister of State for Financial Services, he asked financial institutions to continue providing services, while making every effort to prevent the spread of infections.

Hong Kong

In March, the Hong Kong Monetary Authority (HKMA) and the Securities and Futures Commission (SFC) issued a joint consultation on the annual update to the list of Financial Services Providers subject to the over the counter (OTC) derivatives clearing regime.

Also in March, in the light of the disruptions caused by the pandemic, the SFC introduced a six-month extension to the deadlines of three regulatory expectations that are due for implementation in 2020, but continued to push forward with certain other regulatory objectives. In May, the SFC deferred the introduction of initial margin (IM) requirements for non-centrally cleared OTC derivative transactions to 1 September 2021.

In April, the SFC reminded licensed corporations (LCs) to assess their operational capabilities and implement appropriate measures to manage the cybersecurity risks associated with these arrangements, having reminded all intermediaries in March of the alternative order recording options that may be adopted during the pandemic under the existing regulatory framework.

In June, updated rules for HKEX Block Trade Order Aggregation and Execution came into effect. The SFC and HKMA refined the scope of regulated activities so that the corporate treasury activities of non-financial groups and certain portfolio compression services would not be captured under the OTC derivatives licensing regime.

Singapore

In February, the Monetary Authority of Singapore (MAS) announced amendments made to the Securities and Futures (Reporting of Derivatives Contracts) Regulation in relation to the requirement to report a unique transaction identifier (UTI) from 25 February 2020. The amendments maintain the status quo for the reporting of UTI for derivatives contracts which are uncleared and not electronically confirmed, following industry feedback that it remains operationally difficult for reporting entities to report a bilaterally agreed UTI. The MAS will issue a consultation on the UTI reporting requirements in due course.

Following business disruptions, the MAS announced that they will defer the implementation of some new requirements and adjust a number of regulatory requirements relating to OTC derivatives and market conduct under the Securities and Futures Act and Financial Advisers Act to allow financial institutions to focus on dealing with COVID-19 related issues.

Thailand

In January 2020, after a long consultation, the ACI distributed the Code of Conduct for FX brokers in Thailand, and in March, the Bank of Thailand (BOT) published a new list of Contributing Banks for the THBFX for the period 1 April 2020 to 31 March 2021. The list was amended in April 2020 to include one foreign owned bank, while removing three others.

In March, due to the COVID-19 situation, the BOT granted an exemption for data/information retention (data 5 years, voice 2 years) until further notice. In another response, the government announced that withholding tax on service fees would be reduced from 3% to 1.5% from 1 April 2020 to 30 September 2020.

Australia

In February, the Australian Securities and Investments Commission (ASIC) published its six-monthly update on its enforcement and regulatory activities since September 2019. The update covered ASIC's implementation of the Financial Services Royal Commission (FSRC) recommendations, the enhanced supervision programme, and how it is using its new regulatory tools and powers to identify and address misconduct and poor consumer outcomes.

In March, ASIC released its new regulatory framework for foreign financial services providers (FFSPs) providing financial services to Australian wholesale clients. The new framework has two key elements: a new foreign Australian financial services (AFS) licensing regime for FFSPs, and licensing relief for providers of funds management financial services seeking to induce some types of professional investors.

In its pandemic response, ASIC announced that in coordination with the Council of Financial Regulators it will focus its regulatory efforts on challenges created by the COVID-19 pandemic. Until at least 30 September 2020, priority will be given to areas where there is a risk of significant consumer harm, serious breaches of the law, risks to market integrity and time-critical matters.

Indonesia

In Q1 2020, in response to updated securities regulation, Tradition's Indonesian subsidiary was officially registered as a PPE-EBUS under the OJK (Financial Services Authority of Indonesia).

Due to the growing impact of COVID-19 in the country, Bank of Indonesia and the relevant authority launched an Adjustment to the Schedule of Operational Activities and Public Services of BI from 30 March until 29 May 2020 (emergency status period determined by the Government). One of the elements was a contraction of market hours during the period.

Korea

In January, the Financial Services Commission (FSC) and Bank of Korea formed a task force to develop a new benchmark for interest rates and risk free rates to replace the LIBOR in 2022 and to improve the current method of calculating the existing benchmark.

In its pandemic response, and reflecting regulatory strategy in the rest of Asia, the FSC announced a one-year postponement of the implementation of margin requirements for non-cleared OTC derivative transactions. However, in June, the FSC revised the Financial Investment Services and Capital Markets Act (FSCMA) which aims to lower risks in the OTC derivatives market.

On 24 June, the FSC revised the regulations on financial investment business, laying out specific liquid asset requirements for the sellers of repurchase agreements.

Other Asia developments

Tradition's entities in Asia have taken appropriate steps, based on the size and complexity of our activities and the nature of our engagement in each of the markets in which we operate. There were no other material changes in other Asian markets during the period.

OUTLOOK

After a good first-half performance compared with the previous year, the Group experienced a slowdown in activity in August. Compagnie Financière Tradition will pursue its growth strategy whilst maintaining its focus on cost management.

**COMPTES
CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES
AU 30 JUIN 2020**

INTERIM CONSOLIDATED

FINANCIAL STATEMENTS

AT 30 JUNE 2020

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

en milliers de CHF CHF 000	Notes	30 juin 2020 30 June 2020	30 juin 2019 30 June 2019
Chiffre d'affaires Revenue	2	512 792	474 306
Autres produits d'exploitation nets Other net operating income	3	1 017	1 220
Produits d'exploitation Operating income		513 809	475 526
Charges de personnel Staff costs		-374 234	-343 971
Autres charges d'exploitation Other operating expenses		-67 319	-78 127
Amortissements Depreciation and amortisation		-14 164	-13 926
Charges d'exploitation Operating expenses		-455 717	-436 024
Résultat d'exploitation Operating profit		58 092	39 502
Produits financiers Financial income	4	3 413	2 232
Charges financières Financial expense	4	-10 879	-6 652
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises Share of profit of associates and joint ventures	10	10 258	10 830
Résultat avant impôts Profit before tax		60 884	45 912
Impôts sur le bénéfice Income tax	5	-9 361	-9 144
Résultat net de la période Net profit for the period		51 523	36 768
Attribuable aux : Attributable to:			
Actionnaires de la société mère shareholders of the parent		48 725	34 155
Intérêts non contrôlants non-controlling interests		2 798	2 613
Résultat par action (en CHF) : Earnings per share (in CHF):			
Résultat de base par action Basic earnings per share		6,83	4,92
Résultat dilué par action Diluted earnings per share		6,80	4,84

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME

en milliers de CHF CHF 000	Notes	30 juin 2020 30 June 2020	30 juin 2019 30 June 2019
Résultat net de la période comptabilisé au compte de résultat Net profit for the period recognised in the income statement		51 523	36 768
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent pas être reclassés ultérieurement au compte de résultat Other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss			
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income		-	422
Réévaluation des régimes à prestations définies Remeasurement of defined benefit schemes		-	131
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent pas être reclassés ultérieurement au compte de résultat Total other comprehensive income that cannot be reclassified to profit or loss		-	553
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat Other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss			
Ecart de conversion Currency translation		-25 368	-4 931
Transfert de l'écart de conversion au compte de résultat Transfer of exchange differences to income statement		-85	-
Autres éléments du résultat global des sociétés associées et coentreprises Other comprehensive income of associates and joint ventures	10	-841	-328
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat Total other comprehensive income that may be reclassified to profit or loss		-26 294	-5 259
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts Other comprehensive income, net of tax		-26 294	-4 706
Résultat global de la période Comprehensive income for the period		25 229	32 062
Attribuable aux : Attributable to:			
Actionnaires de la société mère Shareholders of the parent		22 910	29 565
Intérêts non contrôlants Non-controlling interests		2 319	2 497

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED

BALANCE SHEET

ACTIF / ASSETS en milliers de CHF / CHF 000	Notes	30 juin 2020 30 June 2020	31 décembre 2019 31 December 2019
Immobilisations corporelles Property and equipment		27 554	28 937
Actifs liés au droit d'utilisation Right-of-use assets	8	55 293	59 343
Immobilisations incorporelles Intangible assets	9	44 377	46 770
Participations dans les sociétés associées et coentreprises Investments in associates and joint ventures	10	148 161	149 961
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income		4 890	5 010
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net Financial asset at fair value through profit or loss		1 627	1 627
Autres actifs financiers Other financial assets		15 651	16 541
Impôts différés actifs Deferred tax assets		32 081	33 501
Trésorerie non disponible Unavailable cash		31 976	29 804
Total actif non courant Total non-current assets		361 610	371 494
Autres actifs courants Other current assets		14 699	13 604
Instruments financiers dérivés actifs Derivative financial instruments		55	1 444
Impôts à recevoir Tax receivable		3 492	5 986
Clients et autres créances Trade and other receivables	7	1 026 142	887 067
Actifs financiers évalués au coût amorti Financial assets at amortised cost		15 895	69 310
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net Financial assets at fair value through profit or loss		2	26
Trésorerie et équivalents de trésorerie Cash and cash equivalents		330 093	343 387
Total actif courant Total current assets		1 390 378	1 320 824
TOTAL ACTIF TOTAL ASSETS		1 751 988	1 692 318

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED

BALANCE SHEET

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF / EQUITY AND LIABILITIES en milliers de CHF / CHF 000	Notes	30 juin 2020 30 June 2020	31 décembre 2019 31 December 2019
Capital Share capital	13	18 687	18 566
Prime d'émission Share premium		47 709	44 265
Actions propres Treasury shares	13	-17 408	-23 984
Ecart de conversion Currency translation		-177 016	-151 201
Réserves consolidées Consolidated reserves		506 549	509 208
Total capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère Total equity attributable to shareholders of the parent		378 521	396 854
Intérêts non contrôlants Non-controlling interests		20 639	19 601
Total capitaux propres Total equity		399 160	416 455
Dettes financières Financial debts	12	239 238	239 138
Obligations locatives Lease liabilities	8	53 971	53 244
Provisions Provisions		27 501	27 722
Impôts différés passifs Deferred tax liabilities		1 476	1 555
Produits différés Deferred income		-	38
Total passif non courant Total non-current liabilities		322 186	321 697
Dettes financières Financial debts	12	78 723	131 949
Obligations locatives Lease liabilities	8	13 917	15 498
Fournisseurs et autres créanciers Trade and other payables	11	921 378	796 861
Provisions Provisions		285	-
Impôts à payer Tax liabilities		13 540	8 929
Instruments financiers dérivés passifs Derivative financial instruments		1 765	115
Produits différés Deferred income		1 034	814
Total passif courant Total current liabilities		1 030 642	954 166
Total passif Total liabilities		1 352 828	1 275 863
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF TOTAL EQUITY AND LIABILITIES		1 751 988	1 692 318

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED CASH FLOW

STATEMENT

en milliers de CHF	CHF 000	Notes	30 juin 2020 30 June 2020	30 juin 2019 30 June 2019
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	Cash flows from operating activities			
Résultat avant impôts	Profit before tax		60 884	45 912
Amortissements	Depreciation and amortisation		14 164	13 926
Résultat financier net	Net financial result		8 891	4 742
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	Share of profit of associates and joint ventures	10	-10 258	-10 830
Augmentation/(diminution) des provisions	Increase/(decrease) in provisions		1 523	362
Augmentation/(diminution) des produits différés	Increase/(decrease) in deferred income		199	-1 111
Charge relative aux paiements fondés sur des actions	Expense related to share-based payments		661	576
Ecart de conversion transférés au compte de résultat	Exchange differences transferred to income statement		-85	-
Plus- / moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	(Gains)/losses on disposal of fixed assets	3	6	-31
(Augmentation)/diminution des créances/dettes liées aux activités en principal et de teneur de comptes	(Increase)/decrease in receivables/payables related to matched principal and account holder activities		-56 381	3 788
(Augmentation)/diminution du fonds de roulement	(Increase)/decrease in working capital		38 262	546
Provisions payées	Provisions paid		-1 142	-1 775
Intérêts payés	Interest paid		-5 505	-5 287
Intérêts perçus	Interest received		515	691
Impôts payés	Income tax paid		-2 551	-11 593
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	Net cash flows from operating activities		49 183	39 916
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	Cash flows from investing activities			
Acquisition d'actifs financiers	Acquisition of financial assets		-5 377	-2 196
Valeur de vente d'actifs financiers	Proceeds from disposal of financial assets		56 000	198
Acquisition de sociétés, nette de la trésorerie acquise	Acquisition of companies, net of cash acquired		-	-961
Acquisition d'immobilisations corporelles	Acquisition of property and equipment		-3 613	-3 587
Valeur de vente d'immobilisations corporelles	Proceeds from disposal of property and equipment		3	34
Acquisition d'immobilisations incorporelles	Purchase of intangible assets		-1 506	-1 528
Dividendes reçus	Dividends received		9 228	12 513
(Augmentation)/diminution de la trésorerie non disponible	(Increase)/decrease in unavailable cash		-1 187	-2 116
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	Net cash flows from investing activities		53 548	2 357
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	Cash flows from financing activities			
Augmentation des dettes financières à court terme	Increase in short-term financial debts		25 000	15 451
Diminution des dettes financières à court terme	Decrease in short-term financial debts		-129 300	-
Paiements des obligations locatives	Lease liabilities paid		-5 767	-6 632
Augmentation du capital	Capital increase	13	121	313
Acquisition d'actions propres	Acquisition of treasury shares	13	-5 884	-2 417
Valeur de vente d'actions propres	Proceeds from disposal of treasury shares	13	659	895
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants	Dividends paid to non-controlling interests		-1 197	-1 015
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	Dividends paid to shareholders of the parent	14	-35 716	-35 022
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	Net cash flows from financing activities		-152 084	-28 427
Variation des cours de change	Movement in exchange rates		-14 953	-2 172
Augmentation / (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	Increase/(decrease) in cash and cash equivalents		-64 306	11 674
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	Cash and cash equivalents at start of period		340 676	239 411
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	Cash and cash equivalents at end of period	6	276 370	251 085

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX

PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRE

INTERIM CONSOLIDATED STATEMENT

OF CHANGES IN EQUITY

en milliers de CHF excepté le nombre d'actions CHF 000 (except for number of shares)	Notes	Attribuables aux actionnaires de la société mère Attributable to shareholders of the parent							Intérêts non contrôlants Non-controlling interests	Total capitaux propres Total equity
		Nombre d'actions Number of shares	Capital Capital	Prime d'émission Share premium	Actions propres Treasury shares	Ecart de conversion Currency translation	Réserves consolidées Consolidated reserves	Total		
Au 1^{er} janvier 2019 At 1 January 2019		7 291 218	18 228	37 404	-34 148	-145 305	507 137	383 316	17 949	401 265
Résultat net de la période Net profit for the period		-	-	-	-	-	34 155	34 155	2 613	36 768
Autres éléments du résultat global Other comprehensive income		-	-	-	-	-5 143	553	-4 590	-116	-4 706
Résultat global de la période Comprehensive income for the period						-5 143	34 708	29 565	2 497	32 062
Augmentation de capital Increase in capital		125 000	313	-	-	-	-	313	-	313
Acquisition d'actions propres Acquisition of treasury shares		-	-	-	-2 417	-	-	-2 417	-	-2 417
Cession d'actions propres Disposal of treasury shares		-	-	239	656	-	-	895	-	895
Dividendes versés Dividends paid		-	-	4 931	15 041	-	-55 456	-35 484	-1 015	-36 499
Exercice d'options de souscription d'actions Exercise of share options		-	-	1 450	-	-	-1 450	-	-	-
Impact de la comptabilisation des options de souscription d'actions Impact of recognition of share options		-	-	-	-	-	-669	-669	-	-669
Au 30 juin 2019 At 30 June 2019		7 416 218	18 541	44 024	-20 868	-150 448	484 270	375 519	19 431	394 950
Au 1^{er} janvier 2020 At 1 January 2020		7 426 218	18 566	44 265	-23 984	-151 201	509 208	396 854	19 601	416 455
Résultat net de la période Net profit for the period		-	-	-	-	-	48 725	48 725	2 798	51 523
Autres éléments du résultat global Other comprehensive income		-	-	-	-	-25 815	-	-25 815	-479	-26 294
Résultat global de la période Comprehensive income for the period						-25 815	48 725	22 910	2 319	25 229
Augmentation de capital Increase in capital	13	48 500	121	-	-	-	-	121	-	121
Acquisition d'actions propres Acquisition of treasury shares	13	-	-	-	-5 884	-	-	-5 884	-	-5 884
Cession d'actions propres Disposal of treasury shares	13	-	-	171	488	-	-	659	-	659
Dividendes versés Dividends paid	13/14	-	-	2 816	11 972	-	-50 997	-36 209	-1 197	-37 406
Incidence des variations de périmètre Effect of changes in basis of consolidation		-	-	-	-	-	-4	-4	-84	-88
Exercice d'options de souscription d'actions Exercise of share options		-	-	457	-	-	-21	436	-	436
Impact de la comptabilisation des options de souscription d'actions Impact of recognition of share options		-	-	-	-	-	-362	-362	-	-362
Au 30 juin 2020 At 30 June 2020		7 474 718	18 687	47 709	-17 408	-177 016	506 549	378 521	20 639	399 160

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Compagnie Financière Tradition SA est une société anonyme suisse, domiciliée au 11 rue de Langallerie à Lausanne. Présent dans 29 pays, le Groupe Compagnie Financière Tradition est l'un des leaders mondiaux de l'intermédiation de produits financiers (marchés monétaires, marchés obligataires, produits dérivés de taux, de change et de crédit, actions, dérivés actions, marchés à terme de taux et sur indices) et non financiers (énergie, environnement, métaux précieux). L'action Compagnie Financière Tradition SA est cotée à la bourse suisse (SIX) et sur le 3^{ème} compartiment de la bourse de Francfort.

Le Conseil d'administration a approuvé la publication des comptes consolidés intermédiaires de Compagnie Financière Tradition SA arrêtés au 30 juin 2020 par décision du 27 août 2020.

PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Les comptes consolidés intermédiaires de Compagnie Financière Tradition SA pour la période terminée le 30 juin 2020 sont établis conformément aux dispositions de la norme comptable IAS 34 - Information financière intermédiaire, selon le règlement de cotation de la bourse suisse (SIX), et comprennent ceux de Compagnie Financière Tradition SA et de ses filiales (ci-après « le Groupe »). Ils doivent être consultés conjointement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2019.

GENERAL

Compagnie Financière Tradition SA is a public limited company with its registered office at 11 Rue de Langallerie, Lausanne. With a presence in 29 countries, the Compagnie Financière Tradition Group is one of the world's leading interdealer brokers of both financial products (money market products, bonds, interest rate, currency and credit derivatives, equities, equity derivatives, interest rate futures and index futures) and non-financial products (energy, environmental products, precious metals). Its shares are listed on the SIX Swiss Exchange and the Third Market Segment of the Frankfurt Stock Exchange.

Publication of the interim consolidated financial statements for the period ended 30 June 2020 was approved by the Board of Directors on 27 August 2020.

BASIS OF PREPARATION

The interim consolidated financial statements for the six-month period ended 30 June 2020 were prepared in accordance with IAS 34 - Interim Financial Reporting, as required by the Listing Rules of the SIX Swiss Exchange. They comprise the financial statements of Compagnie Financière Tradition SA and its subsidiaries ("the Group"). They should be read in conjunction with the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2019.

Les principes comptables appliqués lors de la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2019, à l'exception des normes et amendements suivants, appliqués depuis le 1^{er} janvier 2020 :

The accounting policies applied to the interim consolidated financial statements are identical to those in effect at 31 December 2019, except for the following standards and amendments which have been applied since 1 January 2020:

Norme Standard	Nom Name	Entrée en vigueur Effective date
Cadre conceptuel (amendements) Conceptual framework (amendments)	Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS Amendments to References to the Conceptual Framework in IFRS Standards	1 ^{er} janvier 2020 1 January 2020
IAS 1 et IAS 8 (amendements) IAS 1 and IAS 8 (amendments)	Définition de significatif Definition of Material	1 ^{er} janvier 2020 1 January 2020
IFRS 3 (amendements) IFRS 3 (amendments)	Définition d'une entreprise Definition of a Business	1 ^{er} janvier 2020 1 January 2020

L'adoption de ces dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

The adoption of these new provisions had no material impact on the Group's consolidated financial statements.

COURS DE CHANGE

Les principaux cours de change contre le franc suisse utilisés dans le cadre de la consolidation sont les suivants :

EXCHANGE RATES

The main exchange rates against the Swiss franc used in consolidation are shown below:

	30 juin 2020 30 June 2020		30 juin 2019 30 June 2019	
	Cours de clôture Closing rate	Cours moyen Average rate	Cours de clôture Closing rate	Cours moyen Average rate
1 Livre sterling - GBP 1 pound sterling - GBP	1,17	1,22	1,24	1,29
1 Euro - EUR 1 Euro - EUR	1,07	1,06	1,11	1,13
100 Yen japonais - JPY 100 Japanese yen - JPY	0,88	0,89	0,91	0,91
1 Dollar américain - USD 1 US dollar - USD	0,95	0,97	0,98	1,00

1. SAISONNALITÉ

Les activités du Groupe ne présentent pas de caractères saisonniers particuliers compte tenu de la diversité des produits traités et de la couverture géographique étendue. Ces activités dépendent principalement de la volatilité des marchés. Nous avons cependant observé au cours des dernières années, un ralentissement d'activité lors du mois de décembre.

1. SEASONALITY

The Group's activities are not subject to particular seasonal variations given its diverse product mix and broad geographic footprint. Its activities depend mainly on market volatility. Over the past few years however we have observed a slowdown in business in December.

2. SECTEURS OPÉRATIONNELS

La présentation des secteurs opérationnels du Groupe ainsi que les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2019.

2. OPERATING SEGMENTS

The presentation of the Group's operating segments and the accounting policies applied in evaluating the operating results are identical to those applied at 31 December 2019.

L'information par secteurs se présente comme suit :

Segment information is disclosed below:

Au 30 juin 2020 / At 30 June 2020 (en milliers de CHF) / CHF 000	Europe, Moyen- Orient et Afrique Europe, Middle East and Africa	Amériques Americas	Asie-Pacifique Asia-Pacific	Ajustements Adjustments	Total
Chiffre d'affaires Revenue	255 076	153 428	150 037	-45 749	512 792
Résultat d'exploitation Operating profit	30 986	19 181	31 090	-23 165	58 092
Résultat financier net Net financial result					-7 466
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises Share of profit of associates and joint ventures					10 258
Résultat avant impôts Profit before tax					60 884

Au 30 juin 2019 / At 30 June 2019 (en milliers de CHF) / CHF 000	Europe, Moyen- Orient et Afrique Europe, Middle East and Africa	Amériques Americas	Asie-Pacifique Asia-Pacific	Ajustements Adjustments	Total
Chiffre d'affaires Revenue	229 659	153 647	137 482	-46 482	474 306
Résultat d'exploitation Operating profit	14 995	16 087	26 730	-18 310	39 502
Résultat financier net Net financial result					-4 420
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises Share of profit of associates and joint ventures					10 830
Résultat avant impôts Profit before tax					45 912

Le rapprochement entre le chiffre d'affaires sectoriel et le chiffre d'affaires consolidé est constitué des éléments suivants :

Reconciliation of segment revenue to consolidated revenue is as follows:

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	30 juin 2019 30 June 2019
Chiffre d'affaires sectoriel Segment revenue	558 541	520 788
Application de la méthode d'intégration proportionnelle pour les coentreprises Application of the proportionate consolidation method for joint ventures	-45 184	-46 170
Constatation du chiffre d'affaires à la date de livraison Recognition of revenue at the delivery date	-273	-353
Autres Other	-292	41
Chiffre d'affaires consolidé Consolidated revenue	512 792	474 306

Le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel et le résultat d'exploitation consolidé est constitué des éléments suivants :

Reconciliation of the segment operating profit to consolidated operating profit is as follows:

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	30 juin 2019 30 June 2019
Résultat d'exploitation sectoriel Segment operating profit	81 257	57 812
Application de la méthode d'intégration proportionnelle pour les coentreprises Application of the proportionate consolidation method for joint ventures	-11 819	-11 008
Constatation du chiffre d'affaires à la date de livraison Recognition of revenue at the delivery date	-113	-142
Ajustement des charges locatives Adjustment of rental expense	1 214	1 066
Charges de services centraux Corporate expenses	-6 734	-7 072
Autres Other	-5 713	-1 154
Résultat d'exploitation consolidé Consolidated operating profit	58 092	39 502

INFORMATION SUR LES PRODUITS ET SERVICES

La répartition par groupe de produits du chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies de Compagnie Financière Tradition s'analyse comme suit :

INFORMATION ON PRODUCTS AND SERVICES

A segment analysis of consolidated revenue on continuing operations is shown below:

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	30 juin 2019 30 June 2019
Change et taux Currencies and interest rates	211 035	202 905
Titres et dérivés sur titres Securities and security derivatives	192 890	171 518
Matières premières et autres activités Commodities and other activities	108 867	99 883
Total	512 792	474 306

3. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NETS

3. OTHER NET OPERATING INCOME

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	30 juin 2019 30 June 2019
Plus- / moins-values sur cession d'actifs immobilisés Gains/losses on disposal of fixed assets	-6	31
Autres produits d'exploitation Other operating income	1 023	1 189
Total	1 017	1 220

4. RÉSULTAT FINANCIER NET

Cette rubrique se décompose comme suit :

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	30 juin 2019 30 June 2019
Produits financiers Financial income		
Produits d'intérêts Interest income	559	784
Produits des titres de participation Income from equity investments	48	19
Gains de change Exchange gains	2 806	1 429
Total	3 413	2 232
Charges financières Financial expense		
Charges d'intérêts sur les dettes financières Interest expense on financial debts	-4 858	-3 485
Charges d'intérêts sur les obligations locatives Interest expense on lease liabilities	-1 580	-1 488
Moins-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net Losses on financial assets at fair value through profit or loss	-28	-5
Pertes de change Exchange losses	-4 413	-1 674
Total	-10 879	-6 652
Résultat financier net Net financial result	-7 466	-4 420

4. NET FINANCIAL RESULT

An analysis of this item is shown below:

5. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

La charge d'impôt se compose des éléments suivants :

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	30 juin 2019 30 June 2019
Charge d'impôts courants Current tax expense	9 727	7 777
Charge/(Produit) d'impôts différés Deferred tax expense/(income)	-366	1 367
Impôts sur le bénéfice Income tax	9 361	9 144

5. INCOME TAX

An analysis of tax expense is shown below:

6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire se décompose comme suit :

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	30 juin 2019 30 June 2019
Caisse et dépôts bancaires à vue Cash and call deposits with banks	318 770	287 683
Dépôts bancaires à court terme Short-term bank deposits	9 068	4 385
Placements monétaires à court terme Short-term money market investments	2 255	2 609
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan Cash and cash equivalents on the balance sheet	330 093	294 677
moins : Découverts bancaires less: Bank overdrafts	-53 723	-43 592
Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie Cash and cash equivalents in cash flow statement	276 370	251 085

Les découverts bancaires sont essentiellement liés au financement de transactions en défaut de livraison dans le cadre de l'activité en principal et sont remboursés lors du débouclage des transactions présentées en créances.

6. CASH AND CASH EQUIVALENTS

Cash and cash equivalents in the cash flow statement are made up as follows:

The bank overdrafts relate to funding for outstanding transactions related to matched principal trades and are repaid once the transactions are settled.

7. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

Les clients et autres créances se décomposent comme suit :

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	31 décembre 2019 31 December 2019
Créances liées aux activités de teneur de comptes Receivables related to account holder activities	31 146	42 758
Créances liées aux activités en principal Receivables related to matched principal activities	705 756	563 587
Clients et comptes rattachés Trade debtors	188 951	177 329
Créances sur les employés Employee receivables	71 985	72 453
Créances sur les parties liées Related party receivables	9 577	12 357
Autres créances à court terme Other short-term receivables	18 727	18 583
Total	1 026 142	887 067

7. TRADE AND OTHER RECEIVABLES

An analysis of this item is shown below:

8. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités.

ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Immeubles / Buildings (en milliers de CHF) / CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	31 décembre 2019 31 December 2019
Valeur comptable nette Net carrying amount	55 293	59 343

8. LEASES

The Group's leases mainly concern offices used by employees for their business activities.

RIGHT-OF-USE ASSETS

OBLIGATIONS LOCATIVES

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	31 décembre 2019 31 December 2019
Court terme Short-term		
Obligations locatives Lease liabilities	13 917	15 498
Total	13 917	15 498
Long terme Long-term		
Obligations locatives Lease liabilities	53 971	53 244
Total	53 971	53 244
Total des obligations locatives au bilan Total lease liabilities on balance sheet	67 888	68 742

LEASE LIABILITIES

9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	31 décembre 2019 31 December 2019
Ecarts d'acquisition Goodwill	27 252	27 361
Logiciels Software	13 815	16 380
Fonds de commerce Business assets	377	400
Autres Other	2 933	2 629
Total	44 377	46 770

9. INTANGIBLE ASSETS

An analysis of intangible assets is shown below:

10. PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et coentreprises détenues par le Groupe et consolidées selon la méthode de mise en équivalence.

La variation pour la période se présente comme suit :

(en milliers de CHF) CHF 000	Sociétés associées Associates	Coentreprises Joint ventures	Total
Au 1^{er} janvier 2020 At 1 January 2020	24 697	125 264	149 961
Résultat net de la période Net profit for the period	2 685	7 573	10 258
Autres éléments du résultat global Other comprehensive income	-841	-	-841
Dividendes distribués Dividends paid	-4 036	-5 144	-9 180
Ecart de conversion Currency translation	-448	-1 589	-2 037
Au 30 juin 2020 At 30 June 2020	22 057	126 104	148 161

Des enquêtes sont actuellement menées par les régulateurs en relation avec une coentreprise dans laquelle le Groupe détient une participation minoritaire. Des montants ont été provisionnés afin de couvrir d'éventuelles sorties de trésorerie en lien avec certaines de ces enquêtes. Toutefois, sur la base des informations qui nous sont disponibles à ce jour, il n'est pas possible de déterminer l'issue de certaines de ces procédures et par conséquent, d'estimer le montant d'un éventuel impact financier complémentaire au niveau du Groupe.

11. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉANCIERS

Cette rubrique se décompose comme suit :

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	31 décembre 2019 31 December 2019
Dettes liées aux activités de teneur de comptes Payables related to account holder activities	31 144	42 758
Dettes liées aux activités en principal Payables related to matched principal activities	646 268	557 668
Charges à payer Accrued liabilities	157 570	137 796
Dettes envers les parties liées Related party payables	30 745	4 208
Autres dettes à court terme Other short-term liabilities	55 651	54 431
Total	921 378	796 861

10. INVESTMENTS IN ASSOCIATES AND JOINT VENTURES

This item covers the Group's share of equity accounted associates and joint ventures.

Movements during the period are shown below:

A joint venture in which the Group holds a minority interest is currently being investigated by the regulators. Provisions have been set aside to cover potential cash outflows in connection with some of these investigations. However, there is no way of knowing the outcome of some of these proceedings based on the information that we have at present, and it is therefore impossible to estimate any additional financial impact they may have on the Group.

11. TRADE AND OTHER PAYABLES

An analysis of this item is shown below:

12. DETTES FINANCIÈRES

12. FINANCIAL DEBTS

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	31 décembre 2019 31 December 2019
Court terme Short-term		
Découverts bancaires Bank overdrafts	53 723	2 711
Emprunts bancaires Bank borrowings	25 000	-
Emprunts obligataires Bonds	-	129 238
Total	78 723	131 949
Long terme Long-term		
Emprunts obligataires Bonds	239 238	239 138
Total	239 238	239 138
Total dettes financières au bilan Total financial debts on balance sheet	317 961	371 087

Les emprunts obligataires se décomposent comme suit :

An analysis of bond issues is shown below:

Emetteur Issuer	Année d'émission et d'échéance Year of issue and maturity	Valeur nominale résiduelle en milliers de CHF Outstanding face value CHF 000	Coupon Coupon	Taux d'intérêt effectif Effective interest rate	Valeur comptable en milliers de CHF Carrying amount CHF 000	
					30 juin 2020 30 June 2020	31 décembre 2019 31 December 2019
Compagnie Financière Tradition SA	2019-2025	CHF 130 000	1,750 %	1,850 %	129 454	129 401
Compagnie Financière Tradition SA	2016-2022	CHF 110 000	1,625 %	1,726 %	109 784	109 737
Compagnie Financière Tradition SA	2015-2020	CHF 129 300	2,000 %	2,118 %	-	129 238
TOTAL					239 238	368 376
<i>Dont montant remboursable dans les 12 mois</i> <i>Of which amount redeemable within 12 months</i>						129 238

Le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire de CHF 129 300 arrivant à échéance en juin 2020.

The Group redeemed a CHF 129,300 bond which matured in June 2020.

Au cours du premier semestre, le Groupe a reconduit une facilité de crédit d'un montant de CHF 172 000 pour une durée de cinq ans auprès d'un consortium de banques, en remplacement d'une ligne de crédit existante de CHF 100 000.

During the first half, the Group renewed its syndicated credit facility. The new five-year facility is for CHF 172,000 and replaces the existing facility of CHF 100,000.

13. CAPITAL-ACTIONS ET ACTIONS PROPRES

13. SHARE CAPITAL AND TREASURY SHARES

COMPOSITION DU CAPITAL-ACTIONS

COMPOSITION OF SHARE CAPITAL

Au 30 juin 2020, le capital-actions s'établit à CHF 18 687 000 (CHF 18 566 000 au 31 décembre 2019), soit 7 474 718 actions au porteur (7 426 218 actions au porteur au 31 décembre 2019) d'une valeur nominale de CHF 2,50.

Share capital at 30 June 2020 was CHF 18,687,000 (31 December 2019: CHF 18,566,000) consisting of 7,474,718 bearer shares (31 December 2019: 7,426,218 bearer shares) with a nominal value of CHF 2.50.

Durant la période, 48 500 actions nouvelles de Compagnie Financière Tradition SA ont été créées, suite à la conversion de droits de souscription, à un prix d'émission unitaire de CHF 2,50, soit une augmentation de capital d'un montant de CHF 121 000.

Following the conversion of subscription rights during the period, 48,500 new Compagnie Financière Tradition SA shares were issued at a price of CHF 2.50 per share. This operation increased capital by CHF 121,000.

ACTIONS PROPRES

TREASURY SHARES

	Valeur comptable en milliers de CHF Carrying amount CHF 000	Prix d'acquisition ou de réalisation en milliers de CHF Acquisition or redemption price CHF 000	Nombre d'actions de CHF 2,50 de nominal Number of shares of CHF 2.50 nominal
Au 1^{er} janvier 2020 At 1 January 2020	23 984	23 984	300 374
Acquisitions Acquisitions	5 884	5 884	55 937
Cessions Disposals	-488	-659	-6 025
Actions distribuées Share distribution	-11 972	-15 281	-142 151
Plus-values réalisées Realised gains		3 480	-
Au 30 juin 2020 At 30 June 2020	17 408	17 408	208 135

En 2020, une plus-value nette de CHF 2 816 000 a été enregistrée en prime d'émission dans les capitaux propres en relation avec la distribution d'actions propres.

In 2020, a net gain of CHF 2,816,000 in connection with the distribution of treasury shares was recognised in equity in the share premium account.

14. DIVIDENDES

14. DIVIDENDS

Le dividende relatif à l'exercice 2019 d'un montant de CHF 50 997 000 a été versé le 29 mai 2020, conformément à la décision prise lors de l'Assemblée générale du 19 mai 2020, comme suit :

The dividend for 2019 totalling CHF 50,997,000 was paid on 29 May 2020 in accordance with the resolution of the Annual General Meeting of 19 May 2020, as follows:

(en milliers de CHF) CHF 000	
Versement sous la forme d'actions propres Payment in shares	15 281
Versement en espèces Cash payment	35 716
Total	50 997

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique correspondant.

Les niveaux retenus sont les suivants :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.
- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur un marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables des comptes consolidés 2019.

15. FINANCIAL INSTRUMENTS

FAIR VALUE

The table below shows the carrying amount of financial assets and liabilities as well as their fair value according to the corresponding hierarchy level.

The following value hierarchy was used:

- Level 1: quoted prices (unadjusted) in active markets for an identical instrument.
- Level 2: fair values determined on the basis of a valuation model using inputs which are directly observable in a market (level 1) or derived from prices observed.
- Level 3: fair values determined on the basis of a valuation model using inputs which are not observable in a market.

Fair value is not shown for items where the carrying amount is a reasonable estimate of their fair value. The methods used to measure fair value are disclosed in the section on significant accounting policies in the 2019 consolidated financial statements.

30 juin 2020 / 30 June 2020 (en milliers de CHF) CHF 000	Valeur comptable Carrying amount	Juste valeur Fair value			Total
		Niveau 1 Level 1	Niveau 2 Level 2	Niveau 3 Level 3	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income	4 890	-	4 890	-	4 890
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net Financial assets at fair value through profit or loss	1 629	1 627	2	-	1 629
Clients et autres créances Trade and other receivables	987 150	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés actifs Derivative financial instruments	55	-	55	-	55
Actifs financiers évalués au coût amorti Financial assets at amortised cost	15 895	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie Cash and cash equivalents	330 093	2 255	-	-	2 255
Trésorerie non disponible Unavailable cash	31 976	-	-	-	-
Total actifs financiers Total financial assets	1 371 688	3 882	4 947	-	8 829
Dettes financières à court terme Short-term financial debts	78 723	-	-	-	-
Obligations locatives à court terme Short-term lease liabilities	13 917	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers Trade and other payables	921 378	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés passifs Derivative financial instruments	1 765	-	1 765	-	1 765
Dettes financières à long terme Long-term financial debts	239 238	245 775	-	-	245 775
Obligations locatives à long terme Long-term lease liabilities	53 971	-	-	-	-
Total passifs financiers Total financial liabilities	1 308 992	245 775	1 765	-	247 540

31 décembre 2019 / 31 December 2019 (en milliers de CHF) CHF 000	Valeur comptable Carrying amount	Juste valeur Fair value			Total
		Niveau 1 Level 1	Niveau 2 Level 2	Niveau 3 Level 3	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Financial assets at fair value through other comprehensive income	5 010	-	5 010	-	5 010
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net Financial assets at fair value through profit or loss	1 653	1 629	24	-	1 653
Clients et autres créances Trade and other receivables	846 986	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés actifs Derivative financial instruments	1 444	-	1 444	-	1 444
Actifs financiers évalués au coût amorti Financial assets at amortised cost	69 310	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie Cash and cash equivalents	343 387	3 910	-	-	3 910
Trésorerie non disponible Unavailable cash	29 804	-	-	-	-
Total actifs financiers Total financial assets	1 297 594	5 539	6 478	-	12 017
Dettes financières à court terme Short-term financial debts	131 949	130 399	-	-	130 399
Obligations locatives à court terme Short-term lease liabilities	15 498	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers Trade and other payables	796 861	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés passifs Derivative financial instruments	115	-	115	-	115
Dettes financières à long terme Long-term financial debts	239 138	243 375	-	-	243 375
Obligations locatives à long terme Long-term lease liabilities	53 244	-	-	-	-
Total passifs financiers Total financial liabilities	1 236 805	373 774	115	-	373 889

16. OPÉRATIONS HORS-BILAN

TITRES À LIVRER ET À RECEVOIR

(en milliers de CHF) CHF 000	30 juin 2020 30 June 2020	31 décembre 2019 31 December 2019
Titres à livrer Commitments to deliver securities	258 931 743	217 820 356
Titres à recevoir Commitments to receive securities	258 930 084	217 819 688

Les titres à recevoir et à livrer reflètent les opérations d'achat et de vente de titres initiées avant le 30 juin 2020 et 31 décembre 2019 et débouclées après ces dates, dans le cadre des activités en principal réalisées par les sociétés du Groupe.

16. OFF-BALANCE SHEET OPERATIONS

COMMITMENTS TO DELIVER AND RECEIVE SECURITIES

Commitments to deliver and receive securities reflect buy and sell operations on securities entered into before 30 June 2020 and 31 December 2019 and closed out after these dates, in connection with the matched principal activities of Group companies.



Compagnie Financière Tradition

Compagnie Financière Tradition SA
11, rue de Langallerie, CH 1003 Lausanne
T. : +41 21 343 52 87
F. : +41 21 343 55 00